



Communiqué de presse

Les réformes économiques gouvernementales portent leurs fruits : l'attractivité de la France en forte hausse en 2019

Paris, le 2 juin 2020. Le « *bilan 2019 des investissements internationaux en France* », paru ce jour, réaffirme la confiance des investisseurs étrangers pour le site France.

En 2019, la France a attiré **1 468 nouvelles décisions d'investissement étranger en 2019**, soit une progression de 11 % par rapport à 2018 (1 323 décisions). Les emplois créés ou maintenus en France par les investissements des groupes étrangers ont également connu **un bond de 30% : 39 542 emplois en 2019** contre 30 302 emplois en 2018. En moyenne, **28 décisions d'investissement** ont été recensées chaque semaine en France l'année dernière contre 25 en 2018.

Cette dynamique des investissements s'inscrit dans un contexte de confiance réaffirmée par les décideurs économiques. Selon le Baromètre Kantar – Business France (Janv 2020), près de neuf cadres dirigeants sur dix (87 %) estimaient que la France est une destination attractive pour les investissements étrangers.

Les implantations de nouveaux sites sur le territoire français ont progressé de 3% pour représenter la majorité (52%) des investissements décidés en 2019, soit 763 décisions contre 741 décisions en 2018. Le solde résultant de décisions d'extension ou de reprises.

« La France est le pays d'Europe le plus attractif en 2019 pour les investisseurs étrangers. Notre politique économique a donné des résultats ! Continuons dans cette direction. Ces investissements étrangers sont une chance pour l'emploi, pour notre économie et pour nos territoires. Nous avons tous les atouts pour sortir de cette crise plus fort. », souligne Bruno Le Maire, ministre de l'Economie et des Finances.

Les extensions illustrent le renouvellement de la confiance accordée au site France par les groupes étrangers déjà implantés sur le territoire français. Les projets d'extension (610 projets) représentent 47 % de l'ensemble des emplois associés aux investissements étrangers en France avec une progression de 20% en 2019 pour atteindre 18 755 emplois (contre 15 588 emplois en 2018). Près de la moitié des extensions de site concernent des activités de production, ce qui témoigne d'une grande confiance de la part des industriels étrangers déjà implantés dans notre pays, pour le site France.

Le tissu industriel français reste le principal bénéficiaire des investissements étrangers (nouveaux sites et extensions) avec 26% du total des investissements et 380 projets contre 320 projets en 2018 (+19%). Les activités de production, restent les premières contributrices de l'investissement international en termes d'emplois avec 13 814 emplois (dont 10 099 emplois créés et 3 715 emplois maintenus - + 22% par rapport à 2018), soit 35 % de l'emploi total. Les principaux secteurs concernés sont les équipementiers aéronautiques et ferroviaires (21 %) et l'industrie automobile (14 %).

Les investissements dans les activités de production correspondent pour 76 % à des extensions de sites déjà existants et pour 13 % à de nouvelles implantations.

« Cette année encore, le secteur de la production est à l'honneur, ce qui conforte la France au premier rang des pays européens pour l'investissement industriel dans le palmarès E&Y 2019. L'investissement international soutient ainsi l'effort de reconquête industrielle engagé par notre pays – 56 % des projets industriels se localisent d'ailleurs dans les territoires d'industrie. Par exemple, Aptar, fabricant américain de composants pour le conditionnement de médicaments, a investi 3 millions d'euros pour agrandir son usine de Brécéy, en Normandie, et recruté 110 salariés l'année dernière, souligne Christophe Lecourtier, Directeur général de Business France.

Les fonctions de R&D et d'ingénierie comptent pour 22% des investissements internationaux avec 157 décisions d'investissement contre 129 projets en 2018 (+22%). Les emplois associés aux créations et aux extensions de centres de R&D ont connu une hausse de 35 % en 2019 avec 3 775 emplois (2 793 emplois en 2018).

« La progression continue des projets de R&D, souligne l'engagement constant des pouvoirs publics en faveur de l'innovation et l'attractivité du système d'incentive fiscale français (CIR). Cet engagement se traduisait fortement dans le baromètre Kantar- Business France qui note que 84% des investisseurs étrangers jugent la France comme économie innovante. Deux exemples illustrent cet intérêt : ARM, groupe britannique spécialisé dans la conception de semi-conducteurs, qui renforce sa présence sur son site de R&D situé à Sophia-Antipolis, où il a embauché 200 employés de plus. IBM, qui a créé un centre de co-innovation à Paris-Saclay, qui accueillera 350 personnes d'ici deux ans, dont une centaine de chercheurs, pour travailler sur l'intelligence artificielle, la cybersécurité et l'informatique quantique », précise Pascal Cagni, Ambassadeur délégué aux investisseurs internationaux.

En termes d'origine géographique des investissements, les Européens restent prédominants : 64% des investissements étrangers créateurs d'emploi en France proviennent de l'Europe, contre 61% en 2018 (+3%).

Les principaux pays investisseurs en 2019 restent les Etats-Unis avec 16% de l'ensemble des investissements internationaux, se chiffrant à 238 projets contre 232 générant ainsi 7 886 emplois en 2019 contre 6 274 en 2018 (+3% de croissance). Ils sont suivis de très près par l'Allemagne qui compte pour 15,5% de l'ensemble des investissements avec 228 projets contre 180 en 2018 générant 4 946 emplois contre 3618 en 2018 et enfin le Royaume-Uni qui se distingue avec l'évolution la plus importante du top 10 des meilleurs pays investisseurs : + 142%, avec 12% de l'ensemble des projets avec 173 projets contre 118 en 2018 générant 5 927 emplois contre 2 448 en 2018. Le Royaume-Uni avait déjà marqué une très forte évolution en 2018 avec une croissance de 33% de ses projets. En outre, **2019, aura été une année de concrétisation de décisions liées au Brexit en faveur de la place financière de Paris, avec une hausse de 48% des décisions en faveur de la France dans ce secteur d'activité.** [34 grands projets financiers ont abouti en Ile-de-France en 2019, pour 1185 emplois induits contre 27 petits projets et seulement 542 emplois en 2018].

En termes d'aménagement du territoire, la répartition géographique des projets rend compte à la fois de la force d'attraction des grandes métropoles mais aussi de communes de taille plus modeste.

Ainsi, les projets d'investissements se répartissent de manière équitable entre les villes et les agglomérations : 41% des projets sont réalisés dans les villes de moins de 20 000 habitants, et 43 % des projets sont localisés dans des agglomérations de moins de 200 000 habitants.

En termes de projets, l’Ile-de-France, l’Auvergne-Rhône-Alpes, les Hauts-de-France, l’Occitanie et la Bourgogne-Franche-Comté ont été les principales régions bénéficiaires de ces investissements en 2019.

« Je salue l’implication des équipes de Business France et leur étroite collaboration avec nos partenaires en régions au sein de la Team France Invest, qui ont permis, depuis 2017, d’accompagner plus de 4 000 projets dans les territoires français, et en particulier les Territoires d’industrie (56% des projets en 2019) créant ainsi plus de 100 000 emplois. Au total, pour 2019, la Team France aura été à l’origine de 57% des projets d’investissements internationaux », précise Christophe Lecourtier.

Business France est l’agence nationale au service de l’internationalisation de l’économie française. Elle est chargée du développement international des entreprises et de leurs exportations, ainsi que de la prospection et de l’accueil des investissements internationaux en France.

Elle promeut l’attractivité et l’image économique de la France, de ses entreprises et de ses territoires. Elle gère et développe le V.I.E (Volontariat International en Entreprise).

Business France dispose de 1 500 collaborateurs situés en France et dans 56 pays.

Elle s’appuie sur un réseau de partenaires.

Depuis janvier 2019, dans le cadre de la réforme du dispositif public d’accompagnement à l’export, Business France a concédé l’accompagnement des PME et ETI françaises à des partenaires privés sur les marchés suivants : Belgique, Hongrie, Maroc, Norvège, Philippines et Singapour.